RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT D'INDRE-&-LOIRE

1re Circonscription

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

des 23 et 30 Novembre 1958

Marcel TRIBUT

Ingénieur A. et M. - Maire de Tours

Remplaçant éventuel :

André COUDERC, Instituteur

Citoyennes, Citoyens,

Je participe depuis la Libération de Septembre 1944 à l'administration de la Ville de Tours. Mon rôle de technicien a fait de moi, en 1947, le Maire de cette Cité. Je suis, et je reste, un ingénieur et un administrateur.

Si je sollicite de la confiance de mes concitoyens un mandat électif, c'est parce que la situation politique de la France est aujourd'hui transformée.

Au terme de deux guerres cruelles, après les longues années d'un travail obscur, assombri par l'anarchie désordonnée de la politique intérieure et par le lent et pathétique déclin de la France, les hommes de ma génération qui aiment profondément leur patrie connaissent, depuis la venue au pouvoir du Général de Gaulle et depuis le 28 Septembre, un grand espoir. Dans le travail qui s'offre aux députés de demain, il y a place, me semble-t-il, pour ceux qui ont maintenu les solides structures de nos villes, pour ceux qui les ont reconstruites, pour ceux qui ont défendu, sans sectarisme, avec patience et ténacité, la gestion des communautés locales.

INSTITUTIONS

La pratique de l'administration municipale m'a appris que, seule était efficace une direction ferme et cohérente, sans vaine démagogie. C'est pourquoi je pense que les élus de demain devront d'abord veiller à la mise en route et au fonctionnement des nouvelles institutions ; ils devront les préserver de tout retour aux erreurs anciennes afin qu'elles garantissent un gouvernement stable, qui soit en mesure de conduire la Nation avec fermeté, hauteur de vue et fierté, vers son destin. Doté de ces institutions, le pays pourra faire face à tous les grands problèmes qui se posent à un Etat moderne, et dont il serait fastidieux de passer en revue ici tous les aspects.

ALGERIE

Le problème de première urgence, celui qui pèse sur nos destinées individuelles et sur la vie de la Nation, est sans conteste celui de l'Algérie. Je pense qu'il faut assurer la paix dans ce pays, y promouvoir la justice, travailler à son développement économique en plein accord avec la politique audacieuse définie par le chef du Gouvernement dans son discours de Constantine et lors de sa dernière conférence de presse. Que les promesses faites soient tenues, qu'une généreuse compréhension soit instaurée ! Quel homme de gauche, quel esprit libéral pourrait souhaiter mieux ?

PROBLEMES ECONOMIQUES

La France a besoin de prendre sa place dans un monde où les progrès techniques sont considérables et les concurrences sévères. Seule la stabilité des institutions permettra une politique hardie d'investissements, de modernisation, de décentralisation, d'organisation des marchés. Les communautés locales y gagneront à la fois plus de liberté, plus d'autonomie et de sécurité. Le temps où nous vivons exige l'abandon des routines, une activité intelligente et coordonnée dans tous les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et du commerce.

Le développement économique des pays de cette Communauté Franco-Africaine qui est en voie de devenir une réalité féconde, nous impose des devoirs et autorise une orientation lucide de nos efforts et de nos entreprises, en vue d'assurer le plein emploi de tous les travailleurs.

POLITIQUE SOCIALE - LOGEMENTS

Le Maire d'une grande Ville sait mieux que d'autres combien est indispensable, pour le redressement français, une politique sociale faite, elle aussi — à l'image des institutions — d'audace et de continuité. Il faut que s'accélèrent les constructions de logements et que l'accession à la propriété soit facilitée et démocratisée. Il faut que disparaissent les taudis.

PROBLÈMES SCOLAIRES

Il faut que les problèmes scolaires dont dépend l'avenir de la jeunesse, ne soient plus éludés année après année, rentrée après rentrée, et trouvent enfin leurs solutions ailleurs que dans des moyens de fortune.

Certes, d'importantes constructions d'écoles primaires ont été réalisées, mais il faut que les grands ensembles du second degré, de l'enseignement technique, des centres scientifiques soient organisés rapidement, comme l'exigent la rénovation de l'enseignement et l'organisation intelligente des spécialisations. Ces tâches immenses ne nécessitent pas seulement des locaux, mais encore de larges réformes de structures, préservant la dignité et l'indépendance de l'Université. Il faut que s'effacent les inégalités sociales, que s'instituent la valeur reconnue du travail et la possibilité pour chacun d'une promotion sociale, profondément intégrée à la vie de la nation.

Tout ce qui semblait impossible il y a six mois, paraît possible aujourd'hui. J'appartiens à ce centre gauche du pays où vivent un profond amour de la France et un grand dévouement à la République. Je suis de ceux qui le 28 Septembre, ont, avec la majorité des autres Français, repoussé vigoureusement les mœurs et les hommes du récent passé. Je suis de ceux qui ont dit un « oui » raisonnable et confiant aux promesses d'un avenir où, avec de nouvelles institutions, se construira, dans la paix et la stabilité, une communauté fidèle à son histoire et qui déjà recommence à vivre.

Ce serait un très grand honneur pour moi de contribuer, à ma place, à cette édification d'une République intelligente, au service d'une France généreuse, rénovée et unie.

MARCEL TRIBUT

Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre
Ingénieur A. M.
Maire de Tours

Imprimerie Nouvelle — Tours